

Caminando En marche!



Le peuple ne se rendra pas, carajo !

Miyela Riascos, Jessica Ramos G. and Martha Lucia Gomez

Volume 35, Number 2, 2021

Femmes, pandémie et luttes pour le territoire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97501ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

ISSN

1490-0661 (print)

2563-6464 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Riascos, M., Ramos G., J. & Gomez, M. (2021). Le peuple ne se rendra pas, carajo ! *Caminando / En marche!*, 35(2), 26–30.

Le peuple ne se rendra pas, *carajo*¹ !

**Entrevue avec Miyela Riascos,
par Jessica Ramos G.
avec la collaboration
de Martha Lucia Gomez**

Traduction par Cécile Loriato

La Colombie est un amour, une haine, une recherche incessante de mémoire et de justice. Elle a été le théâtre d'« une réponse militante à la quotidienneté de la guerre et au silence que l'on a voulu imposer à de nombreuses victimes »². C'est cet amour qui ne s'oublie pas, car la plupart du temps il remplit la mémoire poétique, comme disait Milan Kundera, mais le reste fait souffrir et pèse lourd.

L'entrevue réalisée avec Miyela Riascos le 9 juin 2021 est un témoignage sur la recherche de la mémoire collective, la justice et la paix. Ses mots sont un simple acte d'espoir et de mémoire. Ils sont avant tout la voix de milliers de femmes que l'on a fait taire, que l'on a ségréguées et assassinées. Au moment de notre rencontre, Miyela était chez elle en raison de la troisième vague de la COVID.

Maria Miyela Riascos Amor est née dans la zone rurale du District de Buenaventura. Elle se présente comme « une femme noire afrodescendante, leadeuse sociale et défenseure des droits de la personne ». Son histoire ressemble à celle de milliers de femmes noires, paysannes ou autochtones. Déplacée en l'an 2000 par des groupes armés, elle n'a eu d'autre choix que de se diriger vers la ville de Buenaventura avec toute sa famille. Dès lors, son intention a toujours été de revenir sur son territoire, raison pour laquelle elle s'est constamment liée à des organisations et des démarches lui permettant de se rapprocher de la zone rurale. Elle

est la mère biologique de deux enfants, en plus de cinq autres qu'elle a sauvés des *casas de pique* quand elle est arrivée dans la zone urbaine de Buenaventura.

De la grève civique de 2017 à la grande grève nationale de 2021

Son parcours l'a menée à devenir une leadeuse qui construit de manière collective avec ses camarades, ce qui l'a poussée très tôt à faire partie de plusieurs organisations sociales. Elle est devenue indiscutablement la porte-parole et représentante du Comité exécutif du mouvement de grève civique pour vivre dignement et en paix sur le territoire de Buenaventura, qui est un engagement social, une plateforme dans laquelle convergent 248 organisations de la société civile revendiquant des droits collectifs, des droits ethniques et territoriaux.

La grève civique a pris forme en 2017 à Buenaventura, le principal port maritime de Colombie et un des dix ports les plus importants d'Amérique latine, représentant plus de 53 % du commerce international du pays³. Ce fut un mouvement de protestation qui, bien qu'il ait réussi à paralyser les activités commerciales de la nation pendant 22 jours, a été le résultat de la longue histoire de discrimination envers la majorité de la population qui s'y concentre. La grève civique a réussi à faire asseoir le gouvernement à la table des négociations et à faire en sorte qu'il s'engage à compenser le manque de services publics de base tels que l'eau potable, la santé et l'éducation, le chômage, entre autres problèmes qui ont marqué de pauvreté et d'inégalité les communautés afrodescendantes de ce district du département de Valle del Cauca au sud-ouest du pays. En plus des demandes économiques, le Comité de la grève civique a mis sur la table la grande problématique de

la violence, perpétrée par les groupes paramilitaires, qui continue de frapper durement et qui, selon Miyela, ne s'est interrompue à aucun moment et reste aux mains de « groupes armés structurés avec de grandes structures transnationales et qui ont des intérêts » sur leur territoire.

Quatre ans après avoir signé les accords résultant de la grève civique de Buenaventura, le non-respect des obligations du gouvernement est évident. Le mouvement de résistance qui a fait entendre sa voix pour réclamer ses droits sur son territoire s'est joint à la grande grève nationale qui a débuté le 28 avril 2021, un mouvement historique sans précédent depuis plus d'un demi-siècle. Le niveau extrêmement haut d'inégalités, le manque de politiques sociales, la gestion douteuse du président Ivan Duque quant à la pandémie, l'irrespect des Accords de paix signés en 2016 entre la guérilla FARC et le gouvernement⁴, et la tentative

En Colombie, il existe des *casas de pique*, qui sont des lieux utilisés par des groupes criminels et paramilitaires pour torturer et assassiner des personnes, et pour démembrer les corps afin d'éliminer les traces des meurtres. Cette pratique terrifiante serait apparue à Buenaventura (Valle del Cauca) en 2014. Au cours de l'année 2019, des *casas de pique* ont également été identifiées à Bogota. Des dizaines de personnes y ont été tuées, pour des « motifs » tels que le trafic de drogue, des vengeances personnelles et des causes politiques. Il est très probable que cette pratique meurtrière impunie existe dans diverses autres régions du pays.

du gouvernement d'approuver une réforme fiscale dans laquelle les secteurs les plus défavorisés auraient à payer davantage d'impôts pendant que l'on accorde des avantages fiscaux aux entreprises les plus riches et aux banques ont créé un bouillon de culture favorisant l'indignation chez la population colombienne qui est sortie dans la rue dans une grande grève nationale malgré la COVID-19.

Les manifestations avaient commencé en novembre 2019, mais elles ont cessé à cause de la pandémie. Après un an de graves difficultés socioéconomiques, les manifestations ont eu lieu dans tout le pays, entraînant plusieurs victoires comme le retrait de la réforme fiscale et de la réforme de la santé, de même que la démission du ministre de la Défense et de la ministre des Relations extérieures. La caravane de la résistance

entraîné des changements profonds aux niveaux de la socialisation, du travail, de l'éducation, de la mobilisation et de la résistance. Il en résulte une crise humanitaire se manifestant dans les grandes difficultés pour obtenir un emploi, des aliments, des services de base ou l'éducation. Dès la première semaine de quarantaine en Colombie, les habitant·e·s des quartiers les plus pauvres sont descendu·e·s massivement dans la rue, agitant, tels des drapeaux, des torchons rouges pour exprimer le manque de nourriture dans leurs foyers et exigeant l'intervention immédiate du gouvernement national VOZ⁵. Selon les chiffres du Département administratif national de statistiques (DANE), en 2020, 42,5 % des Colombiens et des Colombiennes se trouvaient en situation de pauvreté, 30,4 % dans des conditions de vulnérabilité, 25,4 % dans la « classe

colombien, par le biais de son Agence nationale d'infrastructure (ANI), a approuvé le nouveau port d'hydrocarbures, Puerto Solo, qui commencera ses activités à partir de 2022 pour faciliter l'importation de produits pétroliers raffinés depuis la côte des États-Unis sur le golfe du Mexique vers la Colombie. Selon Miyela Riascos, « au milieu de la pandémie, de la faim et de la violence, ce terminal a été approuvé dans la baie de Buenaventura » (...) en l'absence totale de processus de dialogue avec les communautés vivant à proximité, sans investissement social ni garantie sanitaire. Pour expliquer les raisons pour lesquelles la stratégie de déplacement et de dépeuplement des territoires se poursuit, elle ajoute :

« la violence à notre rencontre se perpétue parce qu'il y a des intérêts marqués dans ce territoire

La COVID-19 a mis en évidence les profondes inégalités qui marquent les communautés les plus opprimées sur le plan mondial ; le système capitaliste poursuit son chemin de ravages, de privatisations, de spéculations et de mort malgré la pandémie.

s'est organisée à Buenaventura ayant pour but de soutenir les gens de la zone rurale. Comme moyen de pression, tout le transport de marchandises a été arrêté : « ... c'est cela qui lui fait mal à ce gouvernement, que la marchandise ne puisse pas sortir des ports, il n'y a rien d'autre qui le touche, il se fiche des Noirs qui sont ici et des Noires qui sont là... Tant les gens de la zone rurale que ceux de la zone urbaine, à la faveur de l'action concrète, disent "nous sommes là et nous faisons partie de la lutte de la grève nationale comme Buenaventura" ».

Systèmes d'oppression et COVID-19

La situation de pandémie, qui s'est développée aux débuts de l'année 2020 et qui génère encore de multiples restrictions dans le monde entier, a

moyenne » et seulement 1,7 % dans la classe supérieure. En d'autres termes, 98,3 % des personnes appartiennent à la classe travailleuse, populaire⁶.

Cependant, la structure économique de la société capitaliste ne s'est absolument pas modifiée et ses tentacules extractivistes et financiers continuent de se déployer sur tous les territoires du monde. La COVID-19 a mis en évidence les profondes inégalités qui marquent les communautés les plus opprimées sur le plan mondial ; le système capitaliste poursuit son chemin de ravages, de privatisations, de spéculations et de mort malgré la pandémie⁷.

Cela a été démontré pendant les pics les plus hauts quand sur le territoire de Buenaventura, le gouvernement

tels que les mégaprojets, les agrandissements portuaires ; cela n'est plus caché, même un enfant le voit sur ce territoire (...) il y a une grande campagne de discrédit des mouvements sociaux, car les mégaprojets portuaires ont besoin des terres des communautés noires d'ici pour continuer leur forteresse économique et leur agrandissement portuaire pour tout le matériel qui entre et sort par Buenaventura ».

La grève nationale est la réponse immédiate à l'aggravation de la situation dans le pays où diverses communautés se sont vues écartées sans nourriture, sans eau potable et sans systèmes élémentaires d'assainissement. Miyela soutient que « la pandémie a le potentiel de révéler l'iniquité qui marque

ce pays de même que les pays latino-américains, où le pauvre devient plus pauvre et le riche de plus en plus riche tout en transgressant et en se prenant pour le maître de la vie qui peut montrer et garantir ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas ». Ainsi, dans leur travail pour les communautés, les leadeuses sociales se voient confrontées à de véritables inconvénients découlant du contexte de pandémie. Les restrictions de l'accès aux services d'électricité, à Internet et aux équipements disposant de la technologie nécessaire pour l'utilisation de plateformes de réunions virtuelles sont très fréquentes dans les communautés urbaines et rurales. Sans un véritable accès, le droit et l'exercice de la participation sont bafoués. Dans le meilleur des cas, avoir accès signifie avoir des dettes majeures. À cela, il faut ajouter le taux élevé d'analphabétisme. En effet, il y a « ... des gens pour qui il est très difficile de lire et de signer leur nom, et maintenant leur dire que les moyens de communication, ce sont ces plateformes à distance, eh bien, cela revient à leur dire qu'ils sont déjà hors de ce système ».

En temps de pandémie et d'urgence humanitaire, alors que le capitalisme continue de se développer, le patriarcat aussi suit son chemin. Ainsi, les femmes et les filles ont fait face à un risque plus élevé de violence. C'est ce qu'explique l'organisation SISMA MUJER ; en Colombie de janvier à septembre 2020, c'est-à-dire en pleine pandémie, on comptait 1 646 cas de harcèlement sexuel contre les femmes, soit un cas à toutes les 4 heures. De même, 81 033 cas de violence intra-familiale, c'est-à-dire une toutes les 5 minutes. Enfin, on enregistrait 295 féminicides, ce qui indique au moins un assassinat par jour⁸.

Entre janvier et juin 2020, le ministère de la Défense a enregistré 151 atteintes à des leadeuses sociales et des défenseuses des droits humains, incluant 132 menaces, 11 homicides, 7 attentats et une détention arbitraire⁹. À ce propos, Maria Miyela soutient que « en tant que femmes, dans l'exercice de notre leadership, nous sommes attaquées de tous côtés (...) la charge a été très lourde, trois fois plus que ce que nous faisions avant mars 2020, me semble-t-il, et nous sommes très fatiguées ; d'être là à faire face, n'importe qui finirait épuisé, mais je ne peux cependant pas laisser voir mon épuisement parce que je suis une leadeuse et donc parfois aussi on ne prend plus soin de soi-même ».

D'après les témoignages de Miyela et à partir de son expérience dans les communautés, on constate que les réponses du gouvernement à tous les niveaux, local, départemental et national, ont été insuffisantes en regard des besoins grandissants au milieu de la pandémie. La grève nationale a porté sur des revendications allant de l'injustice sociale due aux inégalités historiques à l'incohérence des politiques sociales face à la réalité vécue : « Ils ont tout augmenté, donc on peut aussi faire une analyse : si l'homme et la femme colombienne travailleuse n'ont pas d'augmentation de salaire, comment est-il possible qu'en pleine pandémie tout augmente ? (...) ».

Dans ce contexte, les communautés de Buenaventura font face à plusieurs défis. D'un côté, un système qui a colonisé la pensée depuis 500 ans, qui marginalise le Noir, le pauvre et le féminin ; de l'autre, un système raciste, machiste qui discrimine et criminalise. « Et c'est ce qui se passe avec les leadeurs et les leadeuses sociales parce que nous avons décidé que nous ne voulons plus être esclaves de cet État colombien et c'est donc pour cela qu'ils

nous diffament et nous discréditent ; ils font de nous des faux positifs et ils justifient la mort physique ou la mort politique dans ce pays. (...) Les violences en Colombie sont liées au fait que le pantin qui nous dirige nous fait croire que nous, le peuple, sommes l'ennemi et nous commençons à nous entretuer ».

On a également constaté qu'« ils nous retirent les aides, soi-disant pour que les gens qui ne manifestent pas activement dans la rue sortent contre ceux qui protestent, mais c'est là qu'il faut commencer et continuer à faire de la pédagogie ». Tâche pédagogique sur laquelle Miyela insiste quand elle exhorte le peuple canadien, mais aussi toutes les personnes qui l'écoutent, tous-tes les Latino-Américain-e-s, « pour qu'ils et elles n'acceptent pas de normaliser la mort, l'assassinat, la stratégie qui consiste en premier lieu à discréditer puis à tuer pour normaliser et pour justifier la mort, cela nous ne pouvons plus le permettre ». La mort des manifestant-e-s de la grève qui, pour avoir « demandé des opportunités, pour vouloir étudier, pour vouloir entrer dans une université, sont aujourd'hui condamné-e-s à la peine de mort ; ce jeune homme qui est aujourd'hui dans la rue et qu'ils qualifient de vandale, c'est le peuple ! et donc, nous ne pouvons justifier la mort d'aucun d'entre eux ».

Dans le contexte de la pandémie et de la grève nationale en Colombie, les organisations dont fait partie Riascos réfléchissent surtout à la manière de penser et d'agir des jeunes de ce que l'on a appelé la Première ligne, ceux et celles qui ont donné leur propre vie pour faire face à un État répressif. La Colombie a entrepris un processus d'autoréflexion sociale, politique, économique et culturelle sans précédent dans son histoire récente. Il s'agit d'un axe structurant à propos duquel

Les femmes sont des meneuses par nature et de ce fait elles ont été capables de confronter jusqu'au plus infâme des gouvernements et des systèmes sociaux oppresseurs. Parmi ces stratégies, un élément clé est la créativité pour penser d'autres mondes plus justes et équitables.

elle commente : « Cela nous pousse aussi à faire preuve de réflexivité, de l'intérieur, sur la direction que prend notre mouvement, au niveau national et au niveau local. On regarde avec espoir ce qui se passe avec la Première ligne, ces jeunes qui résistent, avec beaucoup de courage, avec beaucoup d'amour, qui risquent leur vie là-bas ; et s'il y a des héros et des héroïnes, alors il faut les renforcer et que ce ne soit pas seulement ceux et celles de la Première ligne¹⁰, mais que nous soyons tous et toutes de la Première ligne, pour la défense de la vie, du territoire et de la culture ».

L'espoir comme guide

La conversation avec Miyela confirme que l'espoir et l'organisation sociale sont des éléments obligatoires dans tout processus de transformation sociale et, de ce fait, le seul chemin pour générer des changements structurels dans un système capitaliste et patriarcal est l'union de toutes les populations au moyen de l'organisation sociale. Ce sont les termes du pédagogue de l'espoir Paulo Freire, adoptant la perspective des opprimé-e-s.

Miyela et sa communauté cherchent des raisons pour se sentir, se connaître et se défendre. Selon elle, « personne ne défend ce qu'il ne connaît pas, ce qu'il n'estime pas et ce qu'il n'aime pas (...). En tant qu'opprimé-e-s dans ce pays, nous sommes encouragé-e-s à dire que si l'oppression est le pain de chaque jour, alors la rébellion doit être un précepte, donc nous devons continuer de résister dans ce pays, nous ne pouvons pas baisser les bras, le peuple ne se rend pas, *carajo* !, et cela ne peut pas rester seulement un slogan, cela doit être une réalité ».

Pour la communauté de femmes travaillant avec Miyela il faut également agir :

« Nous pensons que nous devons continuer de gérer des projets et des processus qui, d'un côté, nous permettent de poursuivre la sauvegarde du territoire. En mettant en place des stratégies comme celles de la *Guardia cimarrona*¹¹, en apprenant des camarades du Cauca qui défendent leur territoire

avec leur garde autochtone... il y a eu des morts, oui, mais ils n'ont pas laissé cet État colombien faire ce qu'il veut sur leur territoire ». En ce sens, les connaissances d'autres organisations deviennent des guides pour prendre soin du territoire et tout ce qu'il comprend.

Malgré le grave risque pour la vie et la dignité des communautés en Colombie, Miyela Riascos considère que le chemin est long et que le futur se construit quotidiennement ; pour cela sont proposées des stratégies qui garantissent la poursuite de la bataille à Buenaventura et en Colombie. Les femmes sont des meneuses par nature et de ce fait elles ont été capables de confronter jusqu'au plus infâme des gouvernements et des systèmes sociaux oppresseurs. Parmi ces stratégies, un élément clé est la créativité pour penser d'autres mondes plus justes et équitables. Il s'agit de repenser des éléments du quotidien et, comme elle l'affirme : « Il faut rechercher d'autres stratégies d'autoprotection parce qu'il est clair qu'ils nous veulent du mal ».

En tant que coordonnatrice de projets communautaires au sein de la fondation socioenvironnementale « Les amis du fleuve Anchicayá » et de la biodiversité du littoral pacifique « Caribe Ariri » créée en 2006 avec ses enfants, Miyela a constaté que l'autodétermination des villages consiste en la défense de la vie par le biais de projets « qui sont basés sur la sécurité et l'autonomie alimentaire comme l'ont démontré aujourd'hui les agriculteurs avec la relation directe champs-village ». Miyela raconte :

« Nous procédons à la récupération de semences, de savoirs, de saveurs et de mémoires, nous récupérons la nourriture, la connaissance ; il faut produire, ne serait-ce que dans la cour de la maison ou encore dans la cour avant, ses tomates, son basilic, sa menthe pouliot, son origan et quand nous voulons des bananes, nous les achetons directement des paysan-ne-s, c'est cela qui est libérateur, c'est s'affranchir de la domination ».



Crédit : Miyela Riascos, 2021

L'idéal qui sous-tend le féminisme latino-américain est le fruit, comme toutes les idées politiques anti-hégémoniques, d'un processus d'identification, de réclamations et de pratiques politiques qui ont varié tout au long de son histoire¹². Cette lutte et ce discours ne se trouvent pas exclusivement sur la scène linguistique, ils recherchent principalement l'autonomie alimentaire et la reconnaissance de leurs savoirs ancestraux qui sont transmis principalement par les femmes, comme l'explique Miyela : « Nous développons des rituels liés à la vie et à la mort parce que nous sommes convaincues que, si nous travaillons les thèmes culturels, si nous travaillons les thèmes ethniques, alors nous continuerons à résister ici sur le territoire ». Un point clé qui est étroitement lié à des conceptions de la vie et du monde. Il est important de « renforcer la partie spirituelle, c'est-à-dire l'amour pour la mère Nature, l'amour pour un autre territoire, l'amour pour la vie, l'amour pour notre frère/sœur, ce qui me touche jusqu'à la moelle ».

Les stratégies sont tissées pour continuer de garantir la défense de la vie. Entre autres, pour la communauté : « Cela a à voir avec le réseau d'informations que notre action a renforcé ; par exemple, nous avons implanté les *ollas communes*¹³ — avec la pandémie nous avons dû venir ici à Buenaventura avec de la nourriture. C'est devenu une

force pour nous, car nous avons ravivé la solidarité qui caractérise la communauté noire en Colombie ». Pour Miyela, en tant que femme afro et opprimée, la mémoire ancestrale joue un rôle très important puisqu'il y a tout un passé d'abus historiques et « le danger a toujours été présent et cela a à voir avec la traite transatlantique, puisque mes ancêtres ont été enlevés d'Afrique et amenés en Amérique et, ici en Colombie, cette solidarité nous a permis d'échapper à la domination du maître et de nous organiser et d'organiser les *palenques*¹⁴ (...) dans des moments comme ceux-là ».

Maria Miyela Riascos reconnaît ses privilèges dans un pays dans lequel peu de femmes des milieux ruraux, et notamment afrodescendantes ou autochtones, ont fait des études supérieures ou bien ont accès aux médias pour communiquer avec d'autres sphères :

« Il y a d'autres femmes sur d'autres parties du continent qui croient elles aussi en la possibilité de libérer la Terre-Mère, qui croient en la possibilité de transformer le monde pour que nous vivions avec dignité et en paix sur nos territoires et n'ayons

pas à nous déplacer, que celles qui sont déplacées puissent aujourd'hui revenir sur leurs territoires, que nos frères et sœurs qui ont parié sur la paix ne soient pas assassiné-e-s pour cela et que la paix ne nous coûte pas la vie. (...) cela nous remplit de vie, nous touche et nous donne l'espoir que nous pouvons transformer ce pays et qu'un jour prochain nous y arriverons, et c'est vrai, car aujourd'hui la Colombie le montre ».

Enfin, la lutte, la résistance, le travail collectif ne peuvent s'en tenir qu'aux mots. Pour Miyela Riascos : « nous devons continuer de résister dans ce pays, nous ne pouvons pas baisser les bras, le peuple ne se rend pas, merde ! Et cela ne peut pas seulement rester un slogan, cela doit être la réalité ».

EL PUEBLO NO SE RINDE, CARAJO !

Jessica Ramos G. est née à Bogota en Colombie. Diplômée en sciences sociales de l'Universidad Pedagógica Nacional de Colombia, elle est spécialiste en politiques publiques pour le CLACSO (Conseil latino-américain de sciences

sociales). Elle milite au sein du Parti communiste colombien. Parmi ses publications, mentionnons : « La memoria social y la historia reciente como clave para la reivindicación política de la Unión Patriótica », *Revista Paginas de Nuestra América* (2013), « No cambiaremos el fusil por una cacerola », *Periódico Voz la verdad del pueblo* (2016), « Femmes tisserandes : Alternatives à un système de pillage et de spoliation », *Revue Caminando*, vol. 33, (2018), « Causes structurelles des migrations forcées », *Revue Caminando*, vol. 34, no. 2, (2020).

Martha Lucia Gomez est colombienne d'origine. Elle détient une maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal et elle collabore avec le CDHAL depuis plusieurs années, notamment à la coordination de la revue *Caminando* en 2015, à la campagne « 40 ans de luttes et de solidarités » en 2016 et la formation pour les Brigades d'observation au Chiapas en 2018. Elle a fait partie du groupe du soutien au travail de la Commission pour l'éclaircissement de la vérité en Colombie parmi la population exilée colombienne au Canada depuis 2019.

Notes

1 *Carajo* est un mot qui exprime, en Colombie et particulièrement dans le contexte de la grève à Buenaventura (2017), un sentiment de malaise, de fatigue, d'indignation et de colère. Ce n'est pas nécessairement un gros mot ou une grossièreté. En fait, *¡El pueblo se respeta, CARAJO!* (le peuple se respecte, merde !) est une phrase qui manifeste le mandat que s'est donné le peuple colombien de lutte contre les élites qui sont historiquement enracinées au pouvoir.

2 CNMH (2013). *¡Basta Ya! Colombia : memorias de guerra y dignidad. Resumen*. Bogotá : CNMH.

3 Buenaventura, Valle del Cauca, en ligne : <https://es.wikipedia.org/wiki/Buenaventura>

4 De la Calle, H., Márquez, I., Barreras, R., Catatumbo, P., Jaramillo Caro, S., Alape, P., Dag Halvor, N. (2016). *Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera*, Acuerdo de paz. Cancillería de Colombia, 12 novembre, en

ligne : https://www.cancilleria.gov.co/sites/default/files/Fotos2016/12.11_1.2016nuevoacuerdofinal.pdf

5 García, Harold (2020). « Trapos rojos », *Semanario voz*, en ligne : <http://semanariovoz.com/cacerolazos-trapos-rojos/>

6 COL, Informa, « Hambre y desigualdad en Colombia », en ligne : <https://www.colombiainforma.info/el-hambre-y-la-desigualdad-en-colombia/>

7 Klein, Naomi (2012) La doctrine de SHOCK.

8 SISMA MUJER (2020). « Derechos de las mujeres y Covid-19 », en ligne : https://www.sismamujer.org/wpcontent/uploads/2021/08/27-11-2020-Derechos-de-las-Mujeres-y-COVID-19_-Sisma-Mujer.pdf

9 SISMA MUJER (2021). *Boletín*, no 24, en ligne : <https://www.sismamujer.org/wpcontent/uploads/2021/08/Boletin-No.-24-Lideresas-y-Defensoras.pdf>

10 Velásquez Loaiza, Melissa (2021). « ¿Qué es la primera línea de las protestas en Colombia y qué es lo que piden? » CNN, en ligne : <https://cnnespanol.cnn.com/2021/07/05/que-es-la-primera-linea-de-las-protestas-en-colombia-y-que-es-lo-que-piden/>

11 La Guardia Cimarrona du Cauca est une Garde d'auto-défense non-armée des communautés afrodescendantes.

12 Gargallo, Francesca (2007). « Feminismo latinoamericano México ». *Revista venezolana de estudios de la mujer - Caracas*, janvier-juin, vol. 12, no 2

13 Soupes populaires, voir l'article Elsa : porte-parole des Andes péruviennes face à l'extractivisme et l'invisibilisation (NDT)

14 Espaces de refuge (NDT)

